



Communiqué de presse

Les violences policières contre les Lycéen·nes doivent cesser !

Les organisations syndicales d'Ille-et-Vilaine FSU, SUD Éducation, CGT éduc'action, snFOlc sont indignées face aux événements qui ont lieu le 27 janvier 2022 devant le Lycée Bréquigny à Rennes.

Ce jeudi 27 janvier, jour de mobilisation pour l'augmentation des salaires, pensions et minimas sociaux, des lycéen·ne·s du lycée Bréquigny se sont mobilisé·es devant leur lycée suivant l'appel à la grève lancé par nos organisations syndicales et lycéennes.

Alors qu'une foule importante et pacifique composée d'élèves et d'enseignant·es était rassemblée devant les grilles du lycée bloqué, la police est intervenue violemment et a fait usage de la force sans aucun discernement. Les élèves et enseignant·es ont alors été soumis à plusieurs tirs de bombes lacrymogènes.

Deux jeunes lycéen·nes ont été victimes de violences de la part de fonctionnaires de police.

Lors du rassemblement devant l'établissement de lycéen·nes, la police est intervenue pour en dégager l'entrée en utilisant la force dans des proportions démesurées :

- Une lycéenne a reçu une bombe lacrymogène sur le crâne. Sa blessure a nécessité 6 points de sutures.
- Un autre lycéen a quant à lui été blessé au poignet par un coup reçu.

Le chef d'établissement sans doute sur conseil du recteur a pris la lourde responsabilité de faire appel à la police pour empêcher la mobilisation des jeunes devant leur établissement.

Ce n'est pas la première fois que les élèves de ce lycée doivent faire face à la répression et à des interventions policières brutales. Déjà, l'an dernier, nous dénonçons une interpellation d'une élève frappée au visage et arrêtée pour avoir déplacé une poubelle.

Nous constatons que la police n'hésite pas à faire usage des matraques, gaz lacrymogènes et à brandir les lanceurs de balles de défense à l'encontre de nos jeunes. Jusqu'où ces violences vont-elles aller ?

Pourquoi poursuivre dans cette voie du tout répressif plutôt que par du dialogue avec les jeunes ?

Pourquoi les forces de l'ordre étaient-elles une nouvelle fois dans l'enceinte de l'établissement ? Quel danger l'établissement et les personnes à l'intérieur courraient-ils ?

Mobilisé.es par des raisons légitimes, la répression récurrente dont elles et ils sont victimes est injustifiée, et l'usage systématique de la violence est inadmissible.

Les élèves n'ont fait que participer à une journée de mobilisation nationale et dénoncent par ailleurs un protocole sanitaire bâclé et désastreux et réclament un report des épreuves de spécialités compte tenu du contexte dégradé de leur scolarité. Mais notre institution fait le choix de criminaliser leurs actions par un recours systématique aux forces de l'ordre.

Nos organisations apportent leur soutien aux lycéen·nes qui se mobilisent et dénoncent vivement ces actes de violence gratuite et récurrente qui s'apparentent à des intimidations envers la mobilisation de la jeunesse !

Comment peut-on en arriver à de tels actes envers des jeunes qui s'inquiètent pour leur avenir ?

Nous demandons audience auprès du Recteur d'Académie afin de faire toute la lumière sur cet évènement inacceptable.

Nous demandons à la Préfecture de contenir ses forces de l'ordre et de les faire revenir à la raison en mettant fin à ces actes de violences intolérables, inutiles et démesurés.

à Rennes le 27 janvier 2022